

**Séance ordinaire du
mardi 4 avril 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le quatre avril, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absents / Excusés :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

**Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) -
Renouvellement du contrat entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à
l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier -
Exercice 2023 - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a signé le 10 décembre 2021 avec l'Etat un Contrat Territorial Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) pour deux ans, afin d'améliorer sensiblement les conditions d'accueil et d'intégration de ces populations fragilisées. Ce bilan de la première année a été présenté et approuvé en Conseil municipal du 8 février 2023 et a montré que la Ville a su mobiliser de nouvelles ressources en complément du droit commun de l'Etat, et permis à plus de 170 personnes de mieux maîtriser la langue française, de poursuivre leur insertion sociale et professionnelle et d'accéder au logement.

Pour la seconde année, il est proposé une contractualisation à hauteur de 240 000 €, pour mener les actions visant les mêmes 4 axes d'intervention : l'apprentissage de la langue, l'insertion dans l'emploi, l'accès au logement et l'exercice de la citoyenneté, en les adaptant au regard des évaluations.

Les évolutions principales concernent :

- L'articulation avec le plan Logement d'Abord de la Métropole pour l'accès à des logements dignes, ainsi que l'élaboration d'un parcours d'accès au logement comprenant la résidence des Fauvettes gérée par le Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS) de Montpellier fin 2022 et la mobilisation de l'habitat intercalaire ;
- A partir des enseignements de l'état des lieux de l'apprentissage du français à Montpellier par les Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI) réalisé en 2022, le lancement d'un appel à projets.

Les projets retenus devront permettre d'améliorer les bonnes pratiques dans chaque quartier de la ville, mieux accompagner les mères de famille pour l'accès aux apprentissages et assurer une coordination des parcours avec les services de l'Etat et les associations locales ;

- L'ouverture des mesures du contrat aux personnes primo-arrivantes bénéficiaire de protection internationale au titre du rapprochement familial ou pour motif économique ;
- Le soutien à l'organisation de la journée mondiale des réfugiés à Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser le montant de 100 000 € de la subvention de l'Etat au CCAS de Montpellier pour la mise en œuvre des actions suivantes :

- 80 000 € pour diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants : reconduire le dispositif transversal Unis'vers Réfugiés du Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS – 50 000 €) et le dispositif d'accompagnement à l'embauche du CEIS (30 000 €) ;
- 20 000 € pour la participation au fonctionnement de la résidence des Fauvettes pour les bénéficiaires de la protection internationales isolés créée par le CCAS en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du présent contrat territorial de l'année 2023, précisant les actions, modalités et engagement ;
- D'approuver les termes de la convention de reversement au CCAS de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_de_reversement_CTAIR_2023 - CCAS.docx
- Revue des actions du CTAIR de MONTPELLEIR février 23.docx
- projet convention CTAIR 2023 V3.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230404-225331-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/04/23
Réception en Préfecture : 14/04/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.